

## **Croissance : la Commission européenne exhorte Paris à suivre les recommandations du rapport Attali**

*di Jean-François Péresse*

Contre toute attente, il n'y a pas que leurs initiales qui les rapprochent : le rigoriste Joaquin Almunia, commissaire européen aux Affaires économiques, a enrôlé hier, l'imprévisible Jacques Attali, qui conseilla le président socialiste François Mitterrand. Présentant, à Bruxelles, les recommandations faites par la Commission à Paris et à Rome, Joaquin Almunia a jugé «*très adéquates*» les quelque 300 propositions formulées, mercredi 23 janvier, par la commission pour la libération de la croissance française. «*La mise en pratique des réformes incluses dans ce rapport est une très bonne stratégie pour améliorer les perspectives de moyen-terme de l'économie française*», a-t-il indiqué. Celui-ci en attend une amélioration de la croissance potentielle et du fonctionnement des marchés, par «*plus de flexibilité*».

Bien sûr, il n'est guère surprenant que Bruxelles salue l'orientation dérégulatrice de ce rapport, qui préconise, par exemple, de faire tomber les barrières tarifaires dans la distribution, de faciliter la rupture du contrat de travail ou d'ouvrir l'accès aux professions réglementées.

Pour la Commission européenne, c'est une manière de relayer son appel à une accélération des réformes en France, au moment où le ralentissement de la croissance fait ressurgir la crainte que Paris ne tienne pas ses engagements de déficit public, à 2,4 % du PIB fin 2007, puis 2,3 % fin 2008. Dans le document présenté hier, la Commission ne cache pas son agacement devant la lenteur de l'ajustement français, dont le terme est de moins en moins 2010 et de plus en plus 2012. «*Des risques entourent encore cette trajectoire*», qui «*repose sur des hypothèses macroéconomiques optimistes*», a commenté Bruxelles.

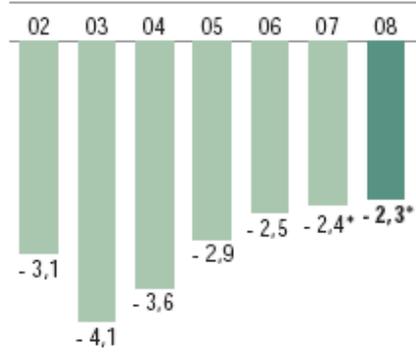
Porte-parole du gouvernement français, Laurent Wauquiez s'en est tenu à la réponse calibrée, la veille, par Matignon («*Les Echos*» d'hier), faisant valoir que la France est sur la «*pente de réduction de son déficit*», validée en juillet dernier par l'Eurogroupe.

### **Le débat monte dans la majorité**

Le plus étonnant dans le brevet de vertu étonnant dans le brevet de vertu économique délivré, hier, par le commissaire européen au rapport Attali est qu'il ne lui tient nulle rigueur de n'être pas bouclé sur le plan financier. Le débat sur le coût, probablement exorbitant, des propositions de Jacques Attali, commence d'ailleurs à monter dans la majorité. Il a été, comme d'habitude, balayé de très haut, mardi soir, par l'intéressé auditionné par la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Pour sa part, Philippe Marini, rapporteur de la commission du Sénat, évalue grossièrement le coût de ces mesures à une vingtaine de milliards d'euros. «*Dans ce rapport, on additionne plus facilement les dépenses que les recettes*», observe-t-il.

## Déficit public de la France

En % du PIB



\* PLF 2008

idé / Source : ministère des Finances

**Bruxelles ne cache pas son agacement devant la lenteur de l'ajustement français concernant son déficit public.**